

La Finance, trait d'union entre les métropoles en Méditerranée.

06 Novembre 2015 - Villa Méditerranée, Marseille.

Conférence organisée par Finances & Conseil Méditerranée (FCM) et l'Office de Coopération pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO) dans le cadre de la Semaine Economique de la Méditerranée 2015.



Intervenants (par ordre d'intervention) :

- Francis Papazian, Président de Finances & Conseil Méditerranée ;
- Bernard Morel, Vice-président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur en charge de l'emploi, du développement économique, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de l'innovation et Président de l'EPA Euroméditerranée ;
- Pierre Massis, Délégué général de l'OCEMO ;

Panel 1 :

- Guillaume Mordelet, Manager Méditerranée ENTERNEXT ;
- Patrick Tanguy, économiste à l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam) ;
- Bernard Paraque, économiste, Délégué général à l'Euroméditerranée, Kedge Business School et Administrateur de Finances & Conseil Méditerranée ;

Panel 2 :

- Najwa IRAKI, Directrice du développement des affaires de Moroccan Financial Board ;
- Karim Trad, Cofondateur d'Africinvest ;
- Hervé Schricke, Président du groupe finance de Massilia Mundi et Président du club Afrique de l'Association Française des Investisseurs pour la Croissance (AFIC) ;

Panel 3 :

- Philippe Stenanini, Directeur de Provence Promotion ;
- Didier BALME, Directeur administratif et financier de la direction régionale de la Caisse des Dépôts et des Consignations.

Les chemins commerciaux ont façonné la Méditerranée : Byzance, Constantinople, Venise, Gênes, Carthage... De la même façon, les voies de la finance, les échanges matériels et immatériels et la

mobilisation des ressources en capital ont animé les villes méditerranéennes depuis de nombreux siècles. Dans leurs projets de développement et leurs choix stratégiques, les pays méditerranéens et leurs capitales accordent une grande importance à leurs places boursières et à l'attraction de sièges d'établissements bancaires ou financiers afin de favoriser le développement de leur territoire. Cette problématique s'inscrit parfaitement dans la thématique de la Semaine Economique de la Méditerranée 2015 sur les « *Villes et Territoires en Méditerranée, leviers de développement économique en Méditerranée* ». Pierre Massis, Délégué général de l'OCEMO a lancé le débat en posant la question : « *De quelles façons les places financières et la finance ont-elles suscité ce regroupement humain que sont les métropoles méditerranéennes ?* »

À l'occasion de cet atelier, les responsables des bourses et établissements financiers de la région Marseille-Provence, mais aussi d'autres acteurs des métropoles méditerranéennes, ont réfléchi au rôle des places financières et boursières méditerranéennes et à la fonction des services financiers dans le développement urbain. Le but était de mettre en évidence les liens réciproques existant entre la croissance d'une métropole et les places financières importantes, l'une ne pouvant pas se développer sans l'autre, « *il n'y a pas de métropole mondiale sans place financière reconnue* » explique Najwa IRAKI, Directrice du développement des affaires de Moroccan Financial Board.

La métropole marseillaise, bassin d'attractivité et d'investissements

Marseille, en tant que métropole méditerranéenne, est une plateforme commerciale avancée et historique en Méditerranée. Au début du 19^{ème} siècle, et avec plus de 2400 ans d'histoire, la ville de Marseille est un lieu d'échanges et commerce beaucoup avec l'Orient. Le port commercial accueille de nombreux navires, c'est un âge d'or pour le développement de la ville. A cette époque, une bourse construite en bois existe déjà, mais les locaux ne correspondent plus aux besoins commerciaux en forte croissance. En 1860, une nouvelle chambre de commerce plus vaste et plus conforme au rayonnement marseillais est inaugurée. Très influente, elle prône le libre-échange en Méditerranée et renforce la position de Marseille dans les échanges commerciaux et ses monopoles sur le commerce du Levant. La rue Saint Ferréol voit l'ouverture de nombreuses banques, le port autonome s'agrandit, le complexe industrialo-portuaire se développe et les rencontres entre commerciaux et investisseurs se multiplient. Au 20^{ème} siècle, Marseille est un lieu animé où les échanges sont très profitables. Le développement de la bourse et des échanges boursiers a contribué à l'expansion et à la structuration de la ville et, réciproquement, le développement dynamique de Marseille a renforcé l'attractivité financière de cette métropole.

En ce début du 21^{ème} siècle, Marseille continue son évolution et essaie de s'adapter aux nouveaux enjeux commerciaux, financiers et de développement pour l'avenir. On observe une forte expansion des services financiers et une financiarisation des activités. Des organismes, comme Finances & Conseil Méditerranée, encouragent la création d'un écosystème marseillais et le développement de PME dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Leur but est également d'accompagner des PME provençales qui souhaitent s'implanter dans les pays des autres rives de la Méditerranée (Liban, Algérie, Tunisie ou Maroc). Ces structures mobilisent de nombreux experts, banquiers, bailleurs et autres parties prenantes pour « *faciliter et accélérer le business sous la tutelle de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur* », comme l'explique Francis Papazian, Président de Finances & Conseil Méditerranée.

La métropole favorise-t-elle le développement de la finance ou la finance permet-elle à la métropole de se développer ? Au vue de l'exemple de Marseille, il semble que les deux notions soient indissociables. La bourse est importante pour l'investissement des entreprises et le développement du territoire. Quelque soit sa forme, la bourse a toujours eu des représentants à Marseille. En 2000, les bourses de Paris, Amsterdam, Bruxelles se sont rassemblées pour former Euronext, alliée à la bourse de New York. En 2012, les fonds d'investissements ont voulu lier davantage la bourse aux PME, ce qui a donné lieu à la création d'Enternext en 2013, filiale commerciale d'Euronext. *« L'ouverture des bureaux de la filiale à Marseille a pour but le développement commercial sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que la gestion et le suivi des entreprises »,* précise Guillaume Mordélet, Manager Méditerranée d'Enternext. *« La grande majorité des entreprises cotées en bourse sont des PME, il y en a 540 en France. Les 3 métropoles méditerranéennes françaises (Montpellier, Marseille et Nice) représentent 6 à 7 % de la valorisation des entreprises cotées. A Marseille, il y a plus de petites entreprises cotées par rapport à la moyenne nationale, ainsi qu'une forte compétence des entreprises en termes d'innovation. »*

Les secteurs technologiques, des sciences de la vie, de la robotique, de l'électronique se sont développés en France et notamment à Marseille : nous pouvons citer Innate Pharma, société biopharmaceutique qui conçoit et développe des anticorps thérapeutiques innovants contre le cancer et les maladies inflammatoires. Elle a été créée par des fonds de recherche de Luminy et est portée par des fonds d'investissement étrangers.

La cotation en bourse des entreprises et le rôle des services financiers pour aider les entreprises d'un territoire à se développer ne sont pas des mesures réservées aux plus grandes entreprises. La moyenne des fonds levés est de 28 millions d'euros, la médiane est de 19 millions d'euros en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il s'agit d'un levier important pour favoriser le développement d'une métropole et pour envisager un système commun de vivre ensemble.

Le rôle des services financiers dans la création d'un projet commun de vivre ensemble

La finance comprend un domaine d'activité spécifique, celui des services financiers, qui consiste à fournir l'argent nécessaire à la réalisation d'une opération économique. En ce sens, les services financiers sont un élément distinctif de l'économie d'une métropole car ils permettent d'enrichir l'écosystème local. Nous pouvons penser à des opérations économiques à court terme comme les échanges commerciaux, mais les services financiers permettent également d'envisager la réalisation de projets urbains de long terme pour une ville. Autrement dit, les services financiers doivent répondre à une certaine éthique et permettre de réfléchir au développement d'un modèle de vivre ensemble adapté aux besoins et aux envies des citoyens pour construire la ville de demain. David Graeber, anthropologue et professeur à l'université de Yale aux Etats-Unis, affirme, par exemple, qu' *« il faut remboîter la finance dans l'économie et l'économie dans le social »*. Il faut donc repenser la nature des échanges à la fois commerciaux, humains et financiers. Ces enjeux pour l'avenir sont très simples et ne datent pas d'hier. Pourtant il est peu aisé de mettre en place un cadre d'échanges partagé dans le but de créer un projet commun. Mais si la finance se développe en étant liée à la croissance des métropoles, cela signifie pourtant qu'il y a des personnes qui vivent et veulent travailler ensemble. Se pose alors la question de la gouvernance. L'entreprise n'existe pas en droit, elle n'existe qu'en société. Les entreprises doivent avoir des garanties d'accès au crédit et à la liquidité dans un cadre commun leur permettant d'investir. Il faut donc réinventer un cadre

d'échanges aidant au développement avec des conditions établies dans une perspective commune de progression. « *Une finance comme bien commun, c'est une finance qui doit garantir une liquidité à tous les acteurs* », précise Bernard Paranke, économiste, Délégué général à l'Euroméditerranée au sein de Kedge Business School et Administrateur de Finances & Conseil Méditerranée. Le *crowdfunding* peut, par exemple, être un outil donnant la capacité aux acteurs de se former, d'arbitrer et de définir un cadre commun, mais il n'est pas suffisant.

Développement de projets urbains et de places financières au sud de la Méditerranée et en Afrique

La mise en place d'un cadre financier commun ou, au minimum, de valeurs communes dans un cadre d'échanges permet d'envisager ensemble le développement des métropoles et des places financières méditerranéennes. Elles ont un important pouvoir d'attractivité des capitaux nécessaires au développement urbain. Mais l'attractivité est d'autant plus forte si les métropoles arrivent à créer une spécificité qui va attirer et retenir les entreprises. La place financière est un lieu qui assure la rencontre de multiples acteurs concourant à un bon fonctionnement des marchés financiers au sein d'écosystèmes dégagant d'importantes synergies. C'est également un centre de décisions des multinationales où l'on peut accéder à des emplois hautement qualifiés. Les métropoles financières méditerranéennes doivent donc rassembler toutes ces conditions et investir stratégiquement pour l'avenir.

Par exemple, la ville de Casablanca au Maroc crée 48 à 50% de la valeur ajoutée du pays. Cette ville cosmopolite et dynamique avec la présence de grandes écoles et entreprises internationales est très attractive. Son secteur financier est solide et développé, et la bourse de Casablanca n'a pas de restriction concernant la participation étrangère. Casablanca a orienté sa stratégie en se positionnant en tant que centre financier à vocation africaine afin de répondre aux nombreux défis liés au développement de l'Afrique. « *C'est donc un pari sur l'avenir de se placer comme un futur hub économique et financier mondial incontournable pour les échanges avec le continent africain* » explique Najwa Iraki qui travaille pour le développement du label Casablanca Finance City. Ce label vise à attirer et à encourager les institutions et les investisseurs internationaux à investir en Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale en choisissant Casablanca comme porte d'entrée vers cette région.

Les initiatives se multiplient en Méditerranée. Le projet d'un fond franco-africain entre 6 pays méditerranéens et basé à Tunis, pour accompagner les entreprises françaises à investir en Afrique et inversement, a également été créé en 1994. « *AfricInvest a un rôle important dans la chaîne d'investissement car il gère aujourd'hui une quinzaine de fonds à la fois locaux, maghrébins, africains mais également des fonds spécialisés* », affirme Karim Trad, Cofondateur d'Africinvest. Depuis ses débuts, le fond a permis la création de 13 000 emplois, a multiplié par 1.6 l'export et a renforcé l'attractivité des talents et des compétences en aidant les investisseurs à concrétiser leurs projets.

Un autre réseau permet d'accompagner les personnes qui ont envie de participer au développement d'un continent mais qui n'ont pas d'idée pour la mise en application. Massilia Mundi (AFIC) est une initiative mise en place au sein de la métropole marseillaise qui désire montrer le potentiel de Marseille Provence, métropole euroméditerranéenne, participant ainsi à son rayonnement et son attractivité. Hervé Schricke, Président du Groupe Finance de Massilia Mundi et Président du Club Afrique de l'AFIC (Association Française des Investisseurs pour la Croissance) rappelle « *l'importance de multiplier les groupes de travail et les partenaires pour contrer les réticences des investisseurs et créer un climat de confiance* ». Face aux réticences de la bourse de Paris à être une place d'accueil

pour des entreprises africaines, il est donc nécessaire de continuer à solliciter des petites entreprises telles que les TPE en Afrique et continuer à développer des échanges avec de petites sommes à la portée des investisseurs.

Un écosystème de valeurs et d'innovation en Méditerranée

La notion de rendement est la base de l'investissement. Il faudra donc encore beaucoup travailler pour dépasser les réticences et entamer une phase d'amorçage des investissements. Pour cela, le rôle des politiques est essentiel. La stabilité, la réglementation, les infrastructures, et la connectivité sont des étapes nécessaires à la création d'un écosystème de valeur favorable à l'investissement innovant. Pour accélérer les investissements, il est important que chaque métropole se lie à un réseau développé avec des partenariats à l'international issus d'autres places financières méditerranéennes mais aussi mondiales comme Singapour. Pour donner envie aux investisseurs de venir dans une ville, des structures promouvant le territoire sont mises en place par les villes elles-mêmes. « *Ces agences permettent de refléter la volonté de développer dans la ville des secteurs d'activités innovants* », explique Philippe Stenanini, Directeur de Provence Promotion, dont la mission est de « *marketter* », de donner envie aux investisseurs et de les aider à s'installer dans la métropole provençale. « *Start in Provence* » et « *Go between in Provence* » sont des communautés lancées par cette agence, pour permettre aux investisseurs ou repreneurs de hauts potentiels de venir créer ou reprendre une entreprise en Provence. Les services financiers sont donc importants pour rendre une métropole attractive. La Caisse des Dépôts et Consignations se place dans cette démarche et joue deux rôles essentiels pour le développement urbain des territoires *via* ses directions régionales. « *La Caisse des Dépôts et Consignations a à la fois un rôle d'investisseur en investissant sur le territoire et en cherchant des créateurs de projets, mais également un rôle de prêt sur les fonds d'épargne* », explique Didier Balme, Directeur administratif et financier de la Direction régionale de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations finance la construction de logements sociaux et accompagne également le développement de la métropole à travers des prêts aux collectivités locales. Elle fournit des enveloppes exceptionnelles pour financer les infrastructures des pouvoirs publics. Il n'y a pas de concurrence avec les banques car les investissements se font sur plus de 20 ans contrairement aux banques qui prêtent sur du court terme. « *La Caisse des Dépôts a par exemple, financé le tramway à Nice mais a également mis en place une enveloppe d'ingénierie d'un million d'euros, destinée à financer toutes les études des acteurs qui contribuent au développement de la métropole Aix-Marseille* ».

Les intervenants de l'atelier ont illustré, à travers leurs présentations, l'idée évoquée par Bernard Morel, Vice-président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et Président de l'EPA Euroméditerranée, selon laquelle « *la finance et les métropoles sont deux notions très liées historiquement et ce lien ne va cesser de se renforcer à l'avenir* ». Marseille en tant que métropole méditerranéenne en est un exemple parfait, au même titre que Casablanca et bien d'autres. À travers la présentation de projets concrets, force est de constater que le rôle des bourses et des fonds en Méditerranée et en Afrique ainsi que le rôle des services financiers sont indissociables du développement urbain et de l'attractivité d'un territoire. Francis Papazian insiste sur le fait que « *la*

finance n'éloigne pas, elle permet même de créer un trait d'union entre les trois rives de la Méditerranée ».

Le renforcement de ces liens complémentaires entre la finance et les métropoles pourrait ainsi être la solution pour faire face aux défis de développement auxquels les villes méditerranéennes seront confrontées à l'avenir.

Le plan du « Grand Casablanca », un pari pour l'avenir

Le plan de développement du Grand Casablanca (3 milliards d'euros) a pour but de renforcer l'attractivité de Casablanca grâce à son secteur financier solide et développé. Casablanca a réussi à attirer des grands groupes avec le renforcement de grandes institutions bancaires comme la BNP Paribas, la Société Générale, la Bank of China et de nombreuses multinationales comme Bayer.

L'Afrique s'impose comme le prochain carrefour de croissance avec de nombreux défis à relever. Mais la fragmentation des besoins du continent impose une plateforme qui puisse faire rencontrer la demande et les besoins. Le label « Casablanca Finance City » intervient dans ce sens afin que la ville soit la porte d'entrée aux investissements internationaux vers l'Afrique.

Aujourd'hui, une réalité opérationnelle avec près de 90 entreprises labélisées et une offre immobilière de 350 hectares au centre-ville, Casablanca a vocation à devenir une capitale régionale qui vise à aligner les services financiers sur les standards internationaux, avec pour but ultime, une intégration régionale réussie.